

Newsletter, 24-25 février 2016 Session plénière Bruxelles

L'accord UE-Royaume-Uni débattu avec MM. Tusk et Juncker

Les députés feront part de leurs commentaires et réactions face aux changements concédés par les dirigeants de l'UE au Royaume-Uni, sous réserve du maintien du pays dans l'UE, et aux conséquences pour l'UE dans son ensemble, lors d'un débat mercredi à 15h00 avec les Présidents du Conseil et de la Commission, Donald Tusk et Jean-Claude Juncker.

5

Mieux faire concorder les aptitudes des demandeurs d'emploi avec les postes vacants en Europe

Un projet législatif visant à réformer le réseau de services européens de l'emploi (EURES) avec une base de données européenne des demandeurs et des offres d'emploi sera voté jeudi. Le but est de contribuer à lutter contre le chômage en faisant mieux concorder l'offre et la demande sur le marché. Des règles mises à jour, conclues avec le Conseil, permettront aux partenaires sociaux d'avoir davantage leur mot à dire et d'accorder plus d'attention aux régions transfrontalières et aux jeunes.

6

Cigarettes: les accords antitrafic avec les fabricants sont-ils efficaces?

Les députés veulent savoir si les accords entre l'UE et les quatre principaux fabricants de cigarettes visant à combattre le trafic sont efficaces, avant que celui signé avec Philip Morris International (PMI), qui expire en juillet 2016, ne soit renouvelé. Jeudi matin, ils interrogeront la Commission sur son évaluation, due pour décembre dernier, des plus grands bénéficiaires de ces accords.

8

Partager l'information pour lutter contre le trafic animal

La proposition d'un partage de données à l'échelle européenne concernant l'enregistrement de chats et chiens sera mise aux voix jeudi, dans le contexte de préoccupations croissantes au sujet du commerce illicite à grande échelle d'animaux issus de mauvaises pratiques d'élevage et plus susceptibles de transmettre des maladies.

10

Priorités économiques, sociales et pour le marché unique du Parlement européen pour 2016

Les priorités économiques, sociales et du marché unique de l'UE pour 2016 seront au cœur d'un débat mercredi consacré au semestre européen pour la coordination des politiques économiques, en présence de la Commission. Les députés devraient s'exprimer sur la mise en œuvre du pacte de stabilité et de croissance, sur ses aspects sociaux et sur la façon de continuer à exploiter le potentiel économique du marché unique. Trois résolutions seront mises aux voix jeudi.

12

Votes sur l'aide de l'UE pour la Tunisie: davantage d'importations hors taxes d'huile d'olive et un accord de libre-échange

Pour aider à renforcer l'économie de la Tunisie, durement frappée par des attaques terroristes en 2015, les députés doivent débattre et voter un plan d'urgence proposé par l'UE pour importer 70.000 tonnes supplémentaires d'huile d'olive tunisienne en franchise de droits jusqu'en fin 2017.

14

Les députés appellent à un cessez-le-feu au Yémen pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire

Les parties au conflit au Yémen devraient respecter un accord de cessez-le-feu, pour permettre à l'aide d'urgence d'atteindre le peuple yéménite, selon un projet de résolution qui sera voté jeudi. La crise humanitaire, sécuritaire et politique à laquelle fait face le Yémen et les graves allégations selon lesquelles les écoles y sont ciblées par la coalition menée par l'Arabie saoudite ont incité certains députés à proposer à l'UE d'imposer à l'Arabie saoudite un embargo sur les armes.

16

Le Parlement devrait saluer les efforts de transparence du Médiateur européen

Une résolution soutenant les efforts consentis par le Médiateur européen en 2014 en vue de renforcer la transparence au sein des institutions de l'UE, des négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et dans les groupes de lobby, sera débattue en session plénière jeudi matin et votée un peu plus tard dans la même journée. La Médiatrice Emily O'Reilly sera également présente pendant le débat en plénière.

17

Un million d'euros de l'UE pour aider des travailleurs licenciés dans le secteur du verre en Belgique

La Belgique devrait obtenir 1.095.544 euros d'aide de l'UE pour soutenir 412 travailleurs licenciés par deux fabricants de verre dans leurs démarches en vue de retrouver un emploi, si les députés se prononcent en faveur de l'aide européenne lors du vote en plénière prévu jeudi. Par ailleurs, 100 jeunes sans emploi devraient aussi bénéficier des mesures prévues. L'aide du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) doit encore être approuvée par le Conseil des ministres de l'UE.

18

Vote sur la fin du secret bancaire pour les citoyens de l'UE à Saint-Marin

Le Parlement indiquera son point de vue sur un accord avec Saint-Marin qui rendra plus difficile pour les citoyens de l'UE de cacher du capital au fisc, dans une résolution qui sera votée jeudi. Selon l'accord, l'UE et Saint-Marin vont échanger automatiquement des informations sur les comptes financiers de leurs résidents respectifs, dès 2017.

19

Négociations de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande

L'UE devrait débiter les négociations de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande tout en protégeant les agriculteurs européens, devraient affirmer les députés lors d'un vote jeudi sur une résolution non-législative.

20

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

21

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2016-02-24>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live: suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Service de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

☎ (+32) 473 55 74 66

✉ presse-FR@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Service de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

☎ (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

Service de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

L'accord UE-Royaume-Uni débattu avec MM. Tusk et Juncker

Les députés feront part de leurs commentaires et réactions face aux changements concédés par les dirigeants de l'UE au Royaume-Uni, sous réserve du maintien du pays dans l'UE, et aux conséquences pour l'UE dans son ensemble, lors d'un débat mercredi à 15h00 avec les Présidents du Conseil et de la Commission, Donald Tusk et Jean-Claude Juncker.

Le débat qui portera sur les conclusions du sommet européen des 18-19 février, couvrira également d'autres points à l'ordre du jour, en particulier l'évolution de la situation en Syrie, les réactions controversées des États membres aux crises des migrations et des réfugiés, ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures communes conclues par les dirigeants européens en décembre.

Note aux rédacteurs

Les réformes demandées par le Premier ministre britannique concernant le référendum du pays sur son avenir dans l'UE, prévu le 23 juin, ont été acceptées dans un accord politique conclu entre les États membres de l'UE le 19 février. Si le Royaume-Uni décide de rester dans l'UE, certaines de ces réformes devront être examinées et adoptées dans la législation européenne par le Conseil et le Parlement, qui en tant que co-législateurs, se prononceront sur un pied d'égalité.

Débat: mercredi 24 février

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission suivies d'un débat

#UKinEU #EUCO #migration #UKreferendum #UKRef #refugeecrisis

En savoir plus

[Conclusions du Conseil européen des 18-19 février](#)

[Déclaration du Président Martin Schulz à l'issue de l'accord UE-Royaume-Uni \(20.02.2016\)](#)

Mieux faire concorder les aptitudes des demandeurs d'emploi avec les postes vacants en Europe

Un projet législatif visant à réformer le réseau de services européens de l'emploi (EURES) avec une base de données européenne des demandeurs et des offres d'emploi sera voté jeudi. Le but est de contribuer à lutter contre le chômage en faisant mieux concorder l'offre et la demande sur le marché. Des règles mises à jour, conclues avec le Conseil, permettront aux partenaires sociaux d'avoir davantage leur mot à dire et d'accorder plus d'attention aux régions transfrontalières et aux jeunes.

Le nouveau portail EURES plus intelligent devrait assurer une concordance automatique des CV et des offres d'emplois adéquates. Par ailleurs, tous les postes vacants publiés par les bureaux de l'emploi publics dans les États membres seront disponibles à l'échelle européenne sur le portail web.

La concordance automatique des postes vacants et des actes de candidature devra être gratuite pour les travailleurs. Aucune discrimination ne pourra être faite sur base de leur nationalité en termes d'emploi, de salaire et d'autres conditions de travail. Et l'accès des personnes présentant un handicap devra être garanti.

Menés par Heinz K. Becker (PPE, AT), les négociateurs du Parlement sont parvenus à élargir le réseau en accordant le statut de membres également aux organisations privées dans le cas où elles fournissent des services de soutien tant aux travailleurs qu'aux employeurs. Ils ont aussi introduit des amendements afin d'encourager les marchés de l'emploi transfrontaliers.

Note aux éditeurs

EURES, la base de données européenne relative à l'emploi, a été créée en 1993 dans le cadre d'un réseau de coopération entre la Commission européenne, les services publics de l'emploi des États membres de l'UE (plus la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein), et les partenaires: agences de l'emploi privées, syndicats, associations d'employeurs.

Parmi les lacunes qui sont apparues depuis figurent une mise en commun incomplète des offres d'emploi et des CV, un potentiel de concordance automatique limité et des informations transfrontalières insuffisantes sur l'emploi. Le nombre d'employés travaillant dans un autre État membre que le leur - travailleurs transfrontaliers exclus - s'élève seulement à 7,5 millions de citoyens, soit 3,1% de la population active.

Outre le portail Internet, EURES dispose aussi d'un réseau de près de 1000 conseillers dans toute l'Europe.

Débat: mercredi 24 février

Vote: jeudi 25 février

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

#employment #EURES

En savoir plus

[Projet de résolution sur la proposition de règlement du PE et du Conseil relatif à un réseau européen des services de l'emploi, à l'accès des travailleurs aux services de mobilité et à la poursuite de l'intégration des marchés du travail](#)

[Profil du rapporteur Heinz K. Becker \(PPE, AT\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude du service de recherche du Parlement sur la mobilité des travailleurs \(en anglais\)](#)

[Etude du service de recherche du Parlement sur la réforme d'EURES \(en anglais\)](#)

Cigarettes: les accords antitrafic avec les fabricants sont-ils efficaces?

Les députés veulent savoir si les accords entre l'UE et les quatre principaux fabricants de cigarettes visant à combattre le trafic sont efficaces, avant que celui signé avec Philip Morris International (PMI), qui expire en juillet 2016, ne soit renouvelé. Jeudi matin, ils interrogeront la Commission sur son évaluation, due pour décembre dernier, des plus grands bénéficiaires de ces accords.

Selon ces accords, les quatre firmes ont accepté de verser à l'UE et à ses États membres 2,15 milliards de dollars pour que ceux-ci mettent fin à leurs procédures judiciaires visant à récupérer les droits de douane perdus à cause du trafic. Les parties se sont également engagées à combattre le trafic et la contrefaçon de produits du tabac.

Avant que l'UE ne renouvelle l'accord de 12 ans avec PMI, qui expire en juillet 2016, les députés attendent que la Commission publie son évaluation sur les coûts et bénéfices de cette méthode, ainsi que la démonstration que celle-ci est efficace pour combattre le trafic des produits des marques concernées. Les députés veulent également être informés sur les progrès des négociations.

Étant donné que 90% des revenus de ces accords sont versés aux États membres et 10% au budget de l'UE au titre des ressources propres, les députés veulent savoir comment les futurs revenus seront partagés.

Contexte

Les États membres de l'UE et la Commission ont conclu des accords avec les fabricants Philip Morris International (PMI) en 2004, Japan Tobacco en 2007, et British American Tobacco (BAT) et Imperial Tobacco en 2010. Les firmes ont accepté de verser 2,15 milliards à l'UE et à ses États membres pour qu'ils mettent fin à leurs procédures judiciaires visant à récupérer les droits de douane perdus à cause du trafic (PMI devant verser 1,25 milliard sur douze ans).

Les cigarettiers s'étaient par ailleurs engagés à empêcher que leurs produits ne tombent aux mains de criminels, en ne produisant que les quantités absorbées par le marché légal, en ne vendant leurs produits qu'à des clients légitimes et en mettant en place un système de traçabilité pour aider les autorités à combattre le trafic.

Le Parlement a appelé les États membres et la Commission dès 2006 à utiliser l'argent des paiements pour financer les mesures contre le trafic et la contrefaçon de cigarettes. Celui-ci n'est en effet pas réservé à un usage précis.

Débat: jeudi 25 février

Vote: mars

Procédure: question orale à la Commission (avec résolution)

#tobacco

En savoir plus

[Etude du service de recherche du Parlement: accords sur le tabac \(en anglais\)](#)

[Office européen de lutte antifraude: contrebande de tabac](#)

[Accord avec Philip Morris International \(PMI\) \(2004\)](#)

[Accord avec Japan Tobacco \(2007\)](#)

[Accord avec British American Tobacco \(BAT\) \(2010\)](#)

[Accord avec Imperial Tobacco Limited \(ITL\) \(2010\)](#)

Partager l'information pour lutter contre le trafic animal

La proposition d'un partage de données à l'échelle européenne concernant l'enregistrement de chats et chiens sera mise aux voix jeudi, dans le contexte de préoccupations croissantes au sujet du commerce illicite à grande échelle d'animaux issus de mauvaises pratiques d'élevage et plus susceptibles de transmettre des maladies.

Le trafic d'animaux de compagnie est de plus en plus lié au crime organisé, et est à présent considéré comme le troisième type le plus rentable de commerces illicites dans l'UE, après les stupéfiants et les armes. Il pose également un risque pour la santé publique, estiment les députés.

Des motions distinctes de résolution ont été déposées par les groupes politiques PPE et ECR (conjointement), S&D, ADLE, GUE/NGL et EFDD. La question a été débattue lors de la session plénière du 1er au 4 février.

Contexte

Le projet législatif sur la santé animale, conclu de manière informelle entre les eurodéputés et les ministres de l'UE en juin 2015 et qui devrait être voté par le Parlement en deuxième lecture pendant la session plénière des 7-10 mars, habilite la Commission à demander aux États membres d'établir, si nécessaire, des bases de données nationales des animaux de compagnie, afin de garantir une prévention efficace des maladies et leur traçabilité au sein de l'UE. La législation contraindrait par ailleurs tous les propriétaires et vendeurs professionnels à s'enregistrer.

Débat: jeudi 4 février

Vote: jeudi 25 février

Procédure: résolution non législative

#pets #animalwelfare #animalhealth #petregistration

En savoir plus

[Proposition de résolution sur l'harmonisation des exigences en matière d'identification et d'enregistrement pour les animaux de compagnie aux fins de protection de la santé publique et animale](#)

[Revoir le débat en plénière \(04.02.2016\)](#)

[Parcours législatif](#)

Priorités économiques, sociales et pour le marché unique du Parlement européen pour 2016

Les priorités économiques, sociales et du marché unique de l'UE pour 2016 seront au cœur d'un débat mercredi consacré au semestre européen pour la coordination des politiques économiques, en présence de la Commission. Les députés devraient s'exprimer sur la mise en œuvre du pacte de stabilité et de croissance, sur ses aspects sociaux et sur la façon de continuer à exploiter le potentiel économique du marché unique. Trois résolutions seront mises aux voix jeudi.

Flexibilité pour les investissements et les réformes structurelles

La résolution de [Maria João Rodrigues](#) (S&D, PT), votée en commission des affaires économiques et monétaires le 18 février, précise que le pacte de stabilité et de croissance devrait être totalement mis en œuvre mais en faisant preuve de flexibilité pour les investissements et les réformes structurelles ainsi que pour faire face aux défis liés aux réfugiés et à la sécurité. Par ailleurs, les députés plaident pour un allègement de la fiscalité pesant sur le travail, un meilleur suivi national des recommandations spécifiques pays par pays, davantage d'investissements nationaux dans les pays qui présentent d'importants excédents de la balance courante, et des mesures contre la planification fiscale agressive de l'impôt sur les sociétés.

Équité sociale

La résolution de [Sofia Ribeiro](#) (PPE, PT), votée en commission de l'emploi le 17 février, souligne l'importance des indicateurs liés à l'emploi inclus récemment dans l'examen annuel de la croissance afin de surveiller les développements sociaux dans les États membres. Les députés souhaitent une définition européenne de l'équité sociale, à laquelle devraient répondre les politiques de l'emploi et sociales, en particulier dans la mise en œuvre des réformes structurelles qui touchent le plus durement les groupes vulnérables. Finalement, les députés estiment que les gouvernements nationaux devraient petit à petit déplacer les taxes sur le travail vers d'autres sources imposables.

Intégration du marché unique et PME

Dans une résolution de [Catherine Stihler](#) (S&D, UK), votée en commission du marché intérieur le 25 janvier, les députés appellent à nouveau à inclure le pilier du marché unique dans le semestre européen, avec un système de surveillance régulier, une identification des obstacles

au marché unique spécifiques par pays, et une évaluation de son intégration et de sa compétitivité. Une importance particulière devrait être accordée à la croissance et à l'emploi, notamment aux PME, ajoute le texte.

Débat: mercredi 24 février

Vote: jeudi 25 février

Procédure: résolutions non législatives

#EuropeanSemester

En savoir plus

[Profil du rapporteur Maria João Rodrigues \(S&D, PT\)](#)

[Parcours législatif - Semestre européen pour la coordination des politiques économiques: examen annuel de la croissance 2016](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires économiques et monétaires](#)

[Profil du rapporteur Sofia Ribeiro \(PPE, PT\)](#)

[Parcours législatif - Semestre européen pour la coordination des politiques économiques: emploi et aspects sociaux dans le cadre de l'examen annuel de la croissance 2016](#)

[Profil du rapporteur Catherine Stihler \(S&D, UK\)](#)

[Projet de résolution sur la gouvernance du marché unique dans le cadre du semestre européen 2016](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du marché intérieur \(25.01.2016\)](#)

[Etude du service de recherche du Parlement sur le semestre européen \(en anglais\)](#)

[Semestre européen: principales étapes au niveau de l'UE](#)

[Etude de la DG IPOL sur l'application du pacte de stabilité et de croissance \(en anglais\)](#)

Votes sur l'aide de l'UE pour la Tunisie: davantage d'importations hors taxes d'huile d'olive et un accord de libre-échange

Pour aider à renforcer l'économie de la Tunisie, durement frappée par des attaques terroristes en 2015, les députés doivent débattre et voter un plan d'urgence proposé par l'UE pour importer 70.000 tonnes supplémentaires d'huile d'olive tunisienne en franchise de droits jusque fin 2017.

Des préoccupations exprimées par les propres régions de l'UE productrices d'huile d'olive ont mené les députés à prévoir des "mesures correctives" à moyen terme, si l'équilibre du marché de l'UE venait à être perturbé, parmi d'autres mesures de sauvegarde, encore soumises à un vote.

Dans une résolution distincte, les députés exprimeront leurs points de vue sur la récente ouverture de négociations de libre-échange avec la Tunisie et appelleront à un accord qui "contribuera à la stabilité de la Tunisie, à la consolidation de sa démocratie et à la relance de son économie".

Les deux votes auront lieu jeudi, à la suite d'un débat mercredi avec la commissaire européenne en charge du commerce, Cecilia Malmström.

Débat: mercredi 24 février

Vote: jeudi 25 février

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture; déclaration de la Commission suivie d'un débat (avec résolution)

#Tunisia

En savoir plus

[Projet de résolution sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'instauration de mesures commerciales autonomes d'urgence en faveur de la République tunisienne](#)

[Résolution du Parlement européen sur l'ouverture de négociations pour un accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Tunisie](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du commerce international \(25.01.2016\)](#)

[Profil du rapporteur Marielle de Sarnez \(ADLE, FR\)](#)

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

Les députés appellent à un cessez-le-feu au Yémen pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire

Les parties au conflit au Yémen devraient respecter un accord de cessez-le feu, pour permettre à l'aide d'urgence d'atteindre le peuple yéménite, selon un projet de résolution qui sera voté jeudi. La crise humanitaire, sécuritaire et politique à laquelle fait face le Yémen et les graves allégations selon lesquelles les écoles y sont ciblées par la coalition menée par l'Arabie saoudite ont incité certains députés à proposer à l'UE d'imposer à l'Arabie saoudite un embargo sur les armes .

Les organisations humanitaires estiment que 21 millions de Yéménites (82% de la population totale) ont besoin d'aide humanitaire, et 14 millions souffrent d'insécurité alimentaire ou ont besoin de soins de santé.

Depuis début 2015, les forces fidèles au Président Abdrabbuh Mansour Hadi se battent contre les rebelles chiites appelés Houthis. En mars une coalition dirigée par l'Arabie saoudite a répondu à un appel à l'aide de M. Hadi en lançant des frappes aériennes sur des cibles Houthis. La coalition comprend cinq États arabes du Golfe et la Jordanie, l'Égypte, le Maroc et le Soudan et est soutenue par les États-Unis et le Royaume-Uni.

Débat: mercredi 20 janvier

Vote: jeudi 25 février

Procédure: résolution non contraignante

#Yemen

En savoir plus

[Vidéo du débat sur le Yemen \(20.01.2016\)](#)

[Parcours législatif](#)

Le Parlement devrait saluer les efforts de transparence du Médiateur européen

Une résolution soutenant les efforts consentis par le Médiateur européen en 2014 en vue de renforcer la transparence au sein des institutions de l'UE, des négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et dans les groupes de lobby, sera débattue en session plénière jeudi matin et votée un peu plus tard dans la même journée. La Médiatrice Emily O'Reilly sera également présente pendant le débat en plénière.

Dans un projet de résolution sur le rapport annuel du Médiateur européen pour 2014, approuvé par la commission des pétitions le 28 janvier 2016, les députés saluent plusieurs autres enquêtes du Médiateur, par exemple sur la protection des droits fondamentaux dans la politique de cohésion de l'UE et sur les cas de "pantouflage" parmi les hauts fonctionnaires européens qui, après leur carrière au sein de l'UE, occupent de manière anticipée des postes dans le secteur privé dans leur domaine d'expertise, entraînant par conséquent des conflits d'intérêt.

Le texte appelle par ailleurs à une augmentation du budget annuel du bureau du Médiateur

Débat: jeudi 25 février

Vote: jeudi 25 février

Procédure: résolution non législative

#EUOmbudsman

En savoir plus

[Projet de résolution sur le rapport annuel relatif aux activités du Médiateur européen en 2014](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des pétitions \(28.01.2106\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Profil du rapporteur Soledad Cabezon Ruiz \(S&D, ES\)](#)

[Site du Médiateur européen](#)

Un million d'euros de l'UE pour aider des travailleurs licenciés dans le secteur du verre en Belgique

La Belgique devrait obtenir 1.095.544 euros d'aide de l'UE pour soutenir 412 travailleurs licenciés par deux fabricants de verre dans leurs démarches en vue de retrouver un emploi, si les députés se prononcent en faveur de l'aide européenne lors du vote en plénière prévu jeudi. Par ailleurs, 100 jeunes sans emploi devraient aussi bénéficier des mesures prévues. L'aide du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) doit encore être approuvée par le Conseil des ministres de l'UE.

Au total, 412 employés ont été licenciés suite à la fermeture de deux usines de production de verre en Wallonie appartenant à AGC Europe SA (144 travailleurs) et Saint-Gobain Glass Benelux (268 travailleurs). Ces deux sites de production sont situés respectivement dans les régions du Hainaut et de Namur en Belgique. La Belgique a en outre décidé de fournir des services personnalisés cofinancés par le FEM à 100 jeunes sans emploi, sortis du système scolaire et sans formation. Le nombre total estimé de bénéficiaires concernés est donc de 512.

Vote: jeudi 25 février

Procédure: budgétaire

#EGF #NamurGlass

En savoir plus

[Projet de résolution relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation: BE/Hainaut-Namur Glass, présentée par la Belgique](#)
[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des budgets \(18.02.2016\)](#)
[Profil du rapporteur Tomáš Zdechovský \(PPE, CZ\)](#)
[Parcours législatif](#)

Vote sur la fin du secret bancaire pour les citoyens de l'UE à Saint-Marin

Le Parlement indiquera son point de vue sur un accord avec Saint-Marin qui rendra plus difficile pour les citoyens de l'UE de cacher du capital du fisc, dans une résolution qui sera votée jeudi. Selon l'accord, l'UE et Saint-Marin vont échanger automatiquement des informations sur les comptes financiers de leurs résidents respectifs, dès 2017.

L'Union européenne et Saint-Marin ont signé un accord le 8 décembre 2015 pour réprimer la fraude fiscale et l'évasion fiscale. Les informations qui seront échangées ne concernent pas seulement les revenus, tels que les intérêts et les dividendes, mais comptent également des soldes et le produit de la vente d'actifs financiers.

Vote: jeudi 25 février

Procédure: consultation

#TaxTransparency #taxation

En savoir plus

[Profil du rapporteur Cora van Nieuwenhuizen \(ADLE, NL\)](#)

[Parcours législatif](#)

Négociations de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande

L'UE devrait débiter les négociations de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande tout en protégeant les agriculteurs européens, devraient affirmer les députés lors d'un vote jeudi sur une résolution non-législative.

Dans le projet de texte, les députés soulignent que les accords de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande doivent être "de qualité" afin d'apporter de réels avantages. Ils invitent la Commission à étudier les bénéfices et pertes possibles qu'il y aurait à renforcer les relations commerciales avec ces deux pays.

Les députés observent que l'agriculture est un secteur très sensible et demandent que le texte final tienne compte des intérêts des producteurs européens de viande, de produits laitiers, de sucre, de céréales et de textiles, entre autres.

Note aux éditeurs

Le projet de débiter les négociations de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande a été annoncé dans le dernier document de stratégie commerciale de l'UE publié par la Commission fin 2015.

C'est le Conseil des ministres de l'UE qui donnera à la Commission un mandat pour débiter les négociations. Une évaluation d'impact et une consultation publique sur le sujet devraient être lancées prochainement.

Vote: jeudi 25 février

Procédure: résolution non législative

#Australia #NewZealand

En savoir plus

[Résolution du Parlement européen sur l'ouverture des négociations d'accords de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande](#)

[Document de la Commission européenne](#)

[Parcours législatif](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur la drogue, *débat mercredi (déclarations du Conseil et de la Commission)*; et
- Rapport annuel 2014 de la Banque centrale européenne, *Marias (INI)*, vote jeudi (*débat 01/02*).